

INTRODUCTION

La fin des oppositions de systèmes (avec l'effondrement des économies de type soviétique), l'intensification de la mondialisation de l'économie, le démantèlement d'une partie des prérogatives des Etats-Nations (via un double mouvement de décentralisation et d'intégration régionale) semblent diminuer l'intérêt pour la macroéconomie et ses implications normatives.

L'internationalisation croissante des économies réduit en effet les marges de manœuvre des politiques conjoncturelles et contraint de plus en plus les politiques structurelles. L'intensification de l'ouverture commerciale des économies rend théoriquement plus incertaine l'efficacité du soutien budgétaire. L'amélioration de la qualité des anticipations et la suppression de certaines rigidités atténuent la puissance de la politique monétaire alors la quête de la crédibilité passe pour les Banques centrales par le maintien sans faille de la stabilité des prix, au détriment de l'activité au moins sur la courte période. La très forte mobilité des capitaux rend plus vulnérables les régimes de changes fixes et participe d'une forte volatilité des cours en régime de flottement. De son côté, le « désengagement » de l'Etat rend presque caduque la politique salariale et des revenus. Sur un plan structurel un raisonnement en termes d'attractivité de site et la recherche de la compétitivité dans un environnement mondial plus concurrentiel va de paire avec un moins-disant fiscal et le renforcement des mécanismes d'incitations. L'individualisme progresse avec le développement de la flexibilité en particulier sur le marché du travail. Par ricochés, certaines institutions emblématiques de l'Etat providence sont remises en cause (voir en France les débats sur les retraites, la protection sociale...).

Bref la mondialisation de l'économie neutraliserait les politiques macro-économiques et la macroéconomie serait appelée à retrouver la place étatique qui était sienne lors de la première mondialisation d'avant 1913.

Pourtant dans les faits, la mobilisation des politiques budgétaire et monétaire reste très forte partout dans le monde. Le Japon cherche depuis dix ans à sortir de la déflation en maintenant des taux d'intérêt bas et surtout des déficits budgétaires massifs pour tenter de générer des anticipations inflationnistes (ou atténuer les anticipations déflationnistes). Les Etats-Unis ont répondu au retournement des années 2000/2001 par un 'policy mix' convergeant que l'on croyait 'd'un autre âge' : souplesse monétaire de la Fed et déficits budgétaires de l'équipe Bush. Au sein de l'Union Européenne des pressions sont exercées dans le sens d'un plus grand activisme monétaire et d'un relâchement du Pacte de Stabilité et de Croissance afin de stabiliser le rythme de l'activité économique.

Ces actions sont la manifestation d'une efficacité certaine des politiques conjoncturelles fondées notamment sur la persistance d'un

certain degré d'illusion monétaire et de certaines rigidités nominales et réelles sur les marchés des biens et du travail.

Sur le plan structurel le coût du travail est loin d'être le seul facteur de l'attractivité d'un site ; la qualité des infrastructures, le niveau relatif de la recherche et de la formation jouent aussi un rôle décisif. Les externalités autorisent voire commandent aux responsables politiques de ne pas seulement naviguer les yeux rivés sur le « phare » du modèle de concurrence pure et parfaite.

A plus long terme la régionalisation des économies apparaît sur le plan théorique comme un moyen de retrouver une plus grande efficacité des politiques macroéconomiques. Pour l'Union Européenne par exemple le taux d'ouverture de l'entité est devenu assez faible, ce qui ouvre la voie à des actions de relance budgétaire potentiellement efficaces, l'absence d'objectif de change restitue une certaine autonomie à la politique monétaire. La zone a les moyens de définir son propre modèle de capitalisme (avec un arbitrage solidarité / mécanismes d'incitations différent de celui du modèle anglo-saxon). Reste au préalable à boucler l'immense chantier des réformes institutionnelles, ce qui à l'évidence éloigne l'horizon d'une véritable macroéconomie européenne.

C'est l'ensemble de ces enjeux que ce e-book se propose de restituer sous la forme de leçons, de petites dissertations très structurées, sur des sujets de macroéconomie et de politiques économiques. Sur chaque question, notre souci a été de proposer une synthèse de références académiques, sans prétention à l'exhaustivité et sans chercher à éviter des répétitions qui nous ont semblé, en définitive, pédagogiquement fondées. Chaque leçon peut ainsi être étudiée indépendamment des autres, même si - bien entendu - elles se complètent les unes les autres.

L'ouvrage est plus particulièrement destiné aux étudiants de classes préparatoires (Khagne, prépa capes et agrégation) soumis à l'exercice de la leçon d'économie, mais il a aussi vocation à constituer une voie d'entrée pour l'apprentissage de la macroéconomie et des politiques macro-économiques pour les étudiants de sciences-po, les étudiants du « cycle de Licence » en Economie et Gestion ainsi qu'en AES.

La démarche se déroule en quatre temps. La partie liminaire est consacrée à des rappels de définitions et à une analyse des objectifs des politiques économiques. La deuxième partie plus théorique est centrée sur les mécanismes et fait ressortir les termes de l'opposition analytique entre néoclassiques et keynésiens ainsi que ses prolongements en matière de politique économique. La troisième partie aborde les instruments de politiques conjoncturelles et certaines questions connexes comme la pertinence des normes d'équilibre

budgétaire, l'autonomie de la Banque centrale ou la nature de la déflation. La quatrième partie évoque certaines contraintes qui enserrant l'action des autorités car sur le champ étudié il convient de garder en mémoire le fait qu'une même politique appliquée à des économies dont les structures sont différentes n'aura pas les mêmes effets.

SOMMAIRE

I. Définitions et objectifs	p.5
.1.1 Les politiques économiques, un essai de vue d'ensemble.	P.5
.1.2 Les objectifs des politiques économiques.	P.8
.1.3 Dans quelle mesure l'inflation est-elle un mal ? Une analyse coûts avantages.	P.13
.II. Fondements et mécanismes des politiques macro-économiques	p.17
.2.1 Les fondements de l'analyse néoclassique.	P.17
.2.2 La loi de Say.	P.19
.2.3 Les hypothèses de la neutralité de la monnaie.	P.22
.2.4 Les fondements de l'analyse keynésienne.	P.24
.2.5 Le multiplicateur keynésien.	P.27
.2.6 Quel(s) financement(s) pour les dépenses publiques ?	p.30
.2.7 L'Etat peut-il toujours recourir à l'endettement pour se financer ?	p.34
.III. Les instruments de politiques économiques conjuncturelles	p.37
.3.1 La politique budgétaire.	P.37
.3.2 Quels effets attendre de la réduction du déficit budgétaire ?	p.41
.3.3 La pertinence des normes d'équilibre budgétaire.	p.43
.3.4 Politique monétaire et croissance économique.	P.46
.3.5 Comment affronter la déflation ?	p.50
.3.6 L'autonomie de la Banque centrale se justifie-t-elle?	P.52
.3.7 Le 'policy-mix'.	P.56
.IV. Les contraintes structurelles	p.60
.4.1 La contrainte externe.	P.60
.4.2 Les rigidités.	P.63
.4.3. Enjeux du choix d'un régime de change.	P.64